



**PRÉFET
DE LA
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Marché DAAF/SALIM 2026 – Martinique

Prestation de service pour la réalisation d'analyses de recherche de chlordécone dans les
« produits de la pêche ».

Cahier des clauses administratives particulières

(CCAP)

Pouvoir adjudicateur :

Monsieur le préfet de la région Martinique
82 rue Victor Sévère
97200 FORT DE FRANCE

Représenté par :

Monsieur le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Jardins Desclieux
97200 FORT DE FRANCE

1- PREAMBULE

Le plan chlordécone IV (2021-2027) a été élaboré dans une volonté de co-construction avec l'implication de nombreux groupes de travail ayant élaboré des propositions, associant services de l'Etat, collectivités, société civile et organisations professionnelles, mais également sur les propositions de la commission d'enquête parlementaire menée en 2019 sur l'utilisation de la chlordécone et du paraquat, ainsi que des recommandations issues du rapport d'évaluation du plan par les inspections générales (IGAS, IAENR) et conseils généraux (CGAAER, CGEDD) relatif à l'évaluation du plan chlordécone III, paru en juillet 2020.

Dans le cadre de l'instruction technique DGAL/SDEIGIR/2025-851 du 23/12/2025, la DAAF Martinique participe à la réalisation des plans de surveillance et de contrôle de la chlordécone dans les denrées végétales destinées à l'alimentation humaine ou animale et dans les denrées animales destinées à l'alimentation humaine en Martinique et en Guadeloupe.

2- CLAUSES ADMINISTRATIVES

2.1 : Objet du marché

Le présent marché porte sur la fourniture d'une prestation de service visant à assurer la recherche de résidus de chlordécone dans des « produits de la pêche » pour le compte de la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique dans le cadre des actions qu'elle conduit au titre du plan national d'actions « Chlordécone ».

Le marché est un marché de prestations de services en application du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le lieu d'exécution du marché est la Martinique.

2.2 : Etendue de la consultation et mode de passation

La présente consultation est lancée en procédure adaptée, en application du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

2.3 : Pouvoir adjudicateur

La Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Martinique
Jardin Desclieux – BP 642
97262 FORT-DE-FRANCE CEDEX
Tél. 05 96 71 20 40 / Télécopie : 05 96 71 20 39

2.4 : Décomposition en tranche et en lots

L'opération n'est pas allotie, ni découpée en tranche. Les prestations ne sont pas dissociables.

2.5 : Intervenants

2.5.1 Groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation en groupement solidaire pour la bonne exécution du marché. Le mandataire du groupement est désigné dès la candidature.

2.5.2 Sous-traitance

Le prestataire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché que sous réserve de l'acceptation préalable par le maître d'ouvrage du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement. Le prestataire ne peut sous-traiter l'intégralité du marché.

Le détail des prestations sous-traitées doit être précisé dans l'offre et les sous traitants identifiés. Le candidat doit ainsi fournir dans son offre une déclaration de sous-traitance mentionnant les informations prévues en application du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Pour les sous-traitants payés directement, la déclaration de sous-traitance indique en outre :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.

En cas de sous-traitance, il est rappelé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de ce marché.

2.6 : Obligation d'information

Le titulaire s'engage à indiquer sans délai et par écrit à la personne publique tout changement affectant sa situation juridique et administrative pouvant survenir après l'attribution du marché, tels que :

- un jugement de redressement ou de liquidation judiciaire,
- la survenance d'une interdiction de concourir,
- la modification de dénomination sociale,
- le changement de forme juridique de la structure du titulaire,

Le titulaire communiquera à la personne publique tous les justificatifs attestant de ce changement de situation (extrait K bis, publications légales, jugements ...).

2.7 : Accréditation

Sans objet.

2.8 : Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de **12 mois** hors reconduction éventuelle.

La durée du marché court à compter de sa date de notification.

2.9 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières :

- a) l'Acte d'Engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
- b) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) paraphé, daté et signé ;
- c) le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) paraphé, daté et signé ;
- d) le bordereau des prix et le détail estimatif quantitatif ;
- e) le mémoire technique justificatif précisant de manière détaillée la méthodologie du candidat et les modalités de déroulement de la mission, les moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'exécution du marché, un planning prévisionnel des prestations respectant le planning prévisionnel du CCTP.
- f) un RIB.

2.10 : Contenu des prestations

La prestation porte sur la fourniture d'une prestation de service visant à assurer la réalisation d'analyses de recherche de chlordécone dans des produits de la pêche de Martinique.

2.11 : Prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

Les prix du présent marché sont indiqués TTC et sont établis en tenant compte de toutes les dépenses entraînées pour l'exécution de la prestation. L'étude fait l'objet de prix unitaires et/ou forfaitaires.

Le prestataire réalisera les analyses sur la base de son offre financière. Le candidat présentera son offre au regard des prix affichés sur le bordereau de prix. Le candidat peut dans son offre compléter ce bordereau par une annexe s'il le juge utile.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires détaillés dans l'offre financière du titulaire aux quantités réellement réalisées.

Les options retenues seront précisées lors de la commande des prestations.

2.12 : Avances

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance de 30% sera versée dans les conditions prévues à l'article R2191-3 en application du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

2.13 : Modalités financières

2.13.1 : Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

2.13.2 : Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'UE en matière économique et financière et en application du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 45 jours maximum, La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 1153 du code civil.

Les intérêts moratoires courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus et sont calculées sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

2.13.3 : Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire. La facture afférente au paiement sera établie trimestriellement. Un original et deux copies portant les mentions obligatoires suivantes :

La désignation des parties contractantes (nom et adresse) ;

La date et le numéro de la facture ;

La référence du marché ;

Le prix unitaire HT ;

Le montant TTC ;

Le numéro de compte bancaire ou postal conforme au RIB/RIP transmis avec l'offre.

2.13.4 : Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

2.13.5 : Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

2.13.6 : Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

Le titulaire doit transmettre ses demandes de paiement via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-factures.pro.gouv.fr> soit :

- en déposant ses factures sur le portail,
- en saisissant directement ses factures.

2.14 : Marchés similaires

Au-delà des missions définies dans l'objet du marché et détaillées dans le présent CCTP, des prestations similaires à celles de la présente consultation pourront être attribuées au même titulaire selon la procédure du marché négocié sans mise en concurrence et sans publicité préalable dans les conditions prévues à l'article 14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 de la commande publique.

2.15 : Dispositions diverses

2.15.1 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai par messagerie électronique ou par courrier postal ou directement à l'intéressé par récépissé.

2.15.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

L'ensemble des communications écrites et orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

2.15.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

2.15.4 Autres conditions administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

2.15.5 Résiliation

Outre les cas de résiliation prévus au chapitre 7 du CCAG FCS du code de la commande publique, le marché peut être résilié pour manquements constatés vis-à-vis des conditions stipulées dans les documents contractuels à l'occasion de son exécution.

Le marché est résilié conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG FCS du code de la commande publique.

2.15.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions figurant dans le chapitre 7 du CCAG FCS du code de la commande publique.

2.15.7 Différends

Le traitement des différends entre les parties s'effectuera dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG FCS du code de la commande publique.

2.15.7 Litiges et contentieux

Le présent marché est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le Tribunal Administratif de Fort de France, 12 rue des Citronniers, Plateau Fofa CS 17103 97271 SCHOELCHER Cedex

Fait en un seul original,

À....., le

Le maître d'ouvrage

Lu et accepté (Nom, signature, et cachet)